



L'inégalité

Une réalité en trompe-l'œil
Vous la voyez, et puis vous ne la voyez plus

Prakash Loungani

«**L**ES RICHES s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent.» Faites une recherche sur ce thème dans Google, et vous aurez des milliers de réponses. Mais en quoi cela reflète-t-il la réalité? Et jusqu'à quel point faut-il s'inquiéter de cette inégalité?

Les faits, rien que les faits

Il peut être difficile de faire la part des choses, car il existe trois concepts courants de l'inégalité des revenus, dont chacun a sa place dans le débat. Le concept d'inégalité qui étaye le plus l'idée que «les riches s'enrichissent...» est celui de l'*inégalité internationale*, ou inégalité des revenus *moyens*. Le fossé entre les pays ainsi mesuré s'est nettement élargi ces dernières décennies, ce qui a amené l'économiste d'Harvard Lant Pritchett à parler de «divergence colossale». Les revenus moyens des nations avancées n'ont cessé de grimper, alors qu'à l'autre extrême, ceux des nations défavorisées, notamment de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, ont stagné ou chuté.

Cela veut-il dire que l'inégalité des revenus a augmenté au niveau national? Pas forcément. L'*inégalité interne* s'est effectivement accrue dans bon nombre de pays, mais elle est restée stable dans beaucoup d'autres. Ce deuxième concept est la différence entre les revenus des riches et des pauvres *au sein* d'un même pays, généralement mesurée à l'aide de l'indice de Gini — chiffre situé entre 0 et 1, la valeur la plus faible indiquant une plus grande égalité. Les indices de Gini du Japon, de nombreux pays européens et du Canada sont stables depuis une bonne vingtaine d'années, entre 0,25 et 0,3. A contrario, dans d'autres pays développés, les États-Unis étant l'exemple le plus marqué, l'indice de Gini est passé à environ 0,4 en vingt ans. Les marchés émergents et les pays en développement défient toute généralisation. La Corée, par exemple, où l'indice est de 0,3 environ, a connu une croissance fabuleuse sans que l'inégalité, faible au départ, n'augmente, alors que le Brésil, dont l'indice avoisine 0,6, a connu une croissance lente sans que l'inégalité des revenus, élevée, ne diminue.

Le troisième concept — l'*inégalité globale* — mesure l'inégalité des revenus selon la formule «une personne, une voix». On mesure l'inégalité des revenus entre *personnes* plutôt qu'entre *pays*. Ce serait la définition de John Lennon, car il faut imaginer un monde sans pays. Pourquoi? Parce que traiter chaque pays comme un tout (comme le fait le premier concept) donne, disons, au Lesotho et à la Chine le même poids dans le calcul de l'inégalité globale. Or, une croissance de 10 % en Chine améliore le bien-être de 1,2 milliard de personnes, alors qu'une croissance de 10 % au Lesotho, certes bienvenue, ne touche que quelques millions d'habitants.

Lorsque l'on tient compte de la taille des populations nationales, on n'observe pas de divergence, mais plutôt une convergence, tout bonnement. La moyenne de la répartition des revenus n'a cessé de glisser vers la droite depuis 1970 : le citoyen moyen du monde s'est enrichi. La répartition mondiale des revenus est aussi devenue plus égale. Cependant, l'égalité a progressé du fait de la croissance de quelques pays très peuplés tels que la Chine, l'Inde et le Vietnam. Ainsi, la convergence observée n'est d'un grand secours ni pour le Lesotho, ni pour beaucoup des 2,5 à 3 milliards de personnes vivant dans d'autres pays en développement.

Que choisir?

Quel est le bon concept d'inégalité? Cela dépend de l'usage qu'on en fait. Pour savoir simplement si l'humanité est plus prospère, l'*inégalité globale*, qui mesure le gain de revenu de chaque personne indifféremment, qu'elle soit de Chine ou du Lesotho, est peut-être le concept le plus approprié.

Mais on ne peut sans doute pas négliger les pays si l'on cherche à déterminer quelle politique serait capable de réduire les inégalités à l'avenir. Pourquoi? La grande majorité des gens ne quittent jamais leur pays natal. Ce qui leur importe le plus, par conséquent, c'est le niveau de vie et l'*inégalité interne* des revenus, dans leur pays. Quelqu'un qui ne peut fuir la pauvreté en Afrique ne se consolera guère en

Concept d'inégalité de revenu	Inégalité internationale	Inégalité interne	Inégalité globale
Ce qu'il mesure	Inégalité des revenus <i>moyens</i> entre pays	Différences entre les revenus des riches et des pauvres au sein d'un même pays	Différences entre les revenus des riches et des pauvres, sans tenir compte du pays auquel ils appartiennent
Ce que disent les chiffres	Divergence	Augmentation de l'inégalité dans de nombreux pays (dont le Brésil, la Chine, les États-Unis), mais niveaux bas et stables dans beaucoup d'autres (dont le Canada, la France, le Japon)	Convergence

poussée avec les nations développées s'avère difficile.

Y a-t-il lieu de s'inquiéter?

Les avis sont très partagés sur la gravité de l'évolution de l'inégalité. Certains pensent qu'on a tort de s'obnubiler sur l'inégalité : pour l'économiste Martin Feldstein, par exemple, le véritable problème n'est « pas l'inégalité mais la pauvreté ». Au cours de la longue marche du temps, selon lui, les progrès économiques ont tendance à bénéficier à presque tout le monde. Joseph Schumpeter a noté que « l'exploit des capitalistes ne consiste pas à fournir des bas de soie aux reines, mais de les mettre à portée de l'ouvrière... ». L'inégalité due au

entendant parler de la robuste croissance de la Chine et de la réduction de l'inégalité globale des revenus qui en découle.

L'*inégalité internationale* est un indicateur utile pour savoir si les gouvernements des pays les plus pauvres adoptent des politiques qui permettent à leurs revenus de rattraper ceux des nations plus riches. La politique économique est généralement formulée par les autorités nationales. Le fait que cette mesure ait montré des divergences dans le temps suggère que de nombreux gouvernements, notamment en Afrique, ont été incapables d'adopter des politiques propres à favoriser la prospérité.

Il n'y a pas que l'argent qui compte

Le revenu n'est qu'une mesure du bien-être parmi d'autres. L'indice du développement humain des Nations Unies comprend trois composantes essentielles : le revenu par habitant, la durée de vie et le niveau d'alphabétisme.

Grâce aux progrès de la médecine, on peut maintenant acheter une année supplémentaire de vie à moindre coût à la fois dans les nations pauvres et riches, d'où une convergence des durées de vie. Prenons l'Égypte. Comparée aux États-Unis, elle n'a pas un revenu par habitant prodigieux, mais, sur le plan de la durée de vie, elle a fait des avancées considérables, à la fois en termes absolus et relativement aux États-Unis : de 48 ans seulement en 1965, contre 69 aux États-Unis, elle avait sauté en 1995 à 66 ans, à peine 9 ans de moins que le chiffre américain pour cette année-là.

Ce qui vaut pour l'Égypte vaut aussi pour le monde en développement dans son ensemble : la durée de la vie a plus augmenté dans les pays pauvres que dans les pays riches. Les calculs basés uniquement sur le revenu moyen sous-estiment donc la convergence du bien-être global. Si l'on tient compte des gains de revenus issus d'une vie plus longue, il faut conclure qu'il n'y a pas divergence, mais bien convergence, entre la situation des nations riches et celle des pauvres. Le rythme de la convergence est néanmoins assez lent. De plus, il se peut que les gains de longévité les plus faciles aient déjà eu lieu dans les pays en développement, et qu'une convergence plus

fait que les riches s'enrichissent plus vite que les pauvres n'est pas un problème, déclare M. Feldstein, tout en admettant : « tout le monde n'est pas de mon avis. Certains considèrent l'inégalité si indésirable qu'ils jugent l'augmentation du revenu des plus aisés néfaste, même si elle ne se fait au détriment de personne. »

En effet, l'inégalité — particulièrement les écarts entre les revenus des plus riches et des plus pauvres — est considérée par certains comme l'un des échecs les plus retentissants du capitalisme et des marchés. Dans un article du *New York Times Magazine* d'octobre dernier, Paul Krugman estimait que 0,01 % des contribuables américains les plus aisés, soit 13.000 foyers, perçoit plus de 3 % du revenu national. Parallèlement, un article de l'*American Prospect* de janvier dernier remarquait que même selon l'indice d'inégalité globale (le troisième concept décrit ci-dessus), en 1990, les 10 % les plus riches de la population mondiale avaient des revenus 120 fois supérieurs à ceux des 10 % les plus pauvres. Du fait de la convergence, démontrée plus haut, ce rapport a effectivement chuté, mais seulement à 118 à la fin de la décennie. Les dangers d'une telle concentration de revenu, selon Krugman et d'autres, sont d'encourager la création d'oligarchies plus soucieuses de préserver leur richesse et leur pouvoir que de promouvoir l'égalité des chances pour tous au sein de la société.

Un véritable choix?

Avec la propagation de la démocratie, le niveau d'inégalité interne est de plus en plus un choix qui passe par les urnes. Il résulte d'un ensemble de forces complexes : facteurs historiques, normes culturelles et effets de forces exogènes comme le commerce et la technologie. Mais il s'agit également, en grande partie, d'un choix de politique gouvernementale : de nombreux pays d'Europe occidentale usent de mesures redistributives pour mieux égaliser les revenus. ■

Prakash Loungani est Assistant du Directeur du Département des relations extérieures au FMI.